

Rapport Annuel 2017

Thèmes principaux. Aperçu des Projets. Rapport Financier et Résultat total. Organigramme.



medico international

Une aide différente pour un monde différent

Depuis près de 50 ans, l'organisation de coopération et de défense des droits humains, medico international, lutte en faveur du changement social. Par solidarité avec les exclus et les marginalisés de l'hémisphère Sud, medico s'est engagée à promouvoir des conditions de vie dignes garantissant au mieux la santé et la justice sociale. L'objectif n'est pas seulement de réduire la pauvreté, la détresse et la violence, mais aussi d'identifier et d'éliminer leurs causes. En effet, le monde ne souffre pas d'un manque d'aide, mais de conditions nécessitant de plus en plus d'aide.

Pour medico, l'aide fait partie intégrante d'une action politique globale et solidaire. Dans nos efforts de soutien des processus d'émancipation, nous avons pleinement conscience des conséquences ambivalentes de l'aide. Notre action s'appuie sur la maxime « défendre l'aide, critiquer l'aide et surmonter l'aide ». L'enjeu essentiel est la coopération en partenariat avec des acteurs d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Au lieu d'exporter du matériel ou des projets, nous favorisons les structures et les initiatives locales. Nos partenaires ne sont pas des bénéficiaires passifs de l'aide ; ce sont au contraire des acteurs compétents qui organisent l'entraide dans le cadre de la lutte pour de meilleures conditions de vie et pour le droit à la santé.

Les situations de crise et d'urgence ne sont pas des phénomènes naturels. La pauvreté et la violence ont leurs sources dans les relations mondiales d'exploitation et de domination. C'est pourquoi le travail d'information critique constitue une des tâches principales de medico international. Toujours prêts à défendre les droits des exclus de la société, nous sommes actifs dans les réseaux mondiaux, lors de manifestations et au moyen de publications et de campagnes. Nous tenons le public informé des conflits oubliés, des intérêts confisqués et des dépendances cachées. Notre objectif est de mettre en place et de promouvoir une opposition d'opinion transnationale regroupant les idées d'une vie digne et agréable pour tous les êtres humains, de droits de l'homme universels, de responsabilité publique et de biens communs institutionnalisés accessibles à tous.

medico international
Lindleystr. 15
60314 Frankfurt am Main
Allemagne
Tel. +49 69 944 38-0, Fax +49 69 436002
info@medico.de, www.medico.de
www.facebook.com/medicointernational
www.twitter.com/nothilfe

Rédaction: Anne Jung, Christian Sälzer
Mise en page: Andrea Schuldt
Traduction: Tazir International Services

Octobre 2018



medico international



Dr. med. Anne Blum
Présidente



Thomas Gebauer
Directeur Général

Chères lectrices, chers lecteurs,

la mondialisation capitaliste et la mise en application du marché mondial ont rétréci le monde mais ont, parallèlement, créé de profondes divisions sociales. Les progrès enregistrés au cours des récentes décennies ont écarté d'importants secteurs de la population mondiale et donné lieu à un niveau d'exclusion inédit. Cette population a été intégrée dans le marché mondial uniquement au niveau le plus bas, sous forme de main-d'œuvre bon marché dans la production textile mondiale, de journaliers dans la production de bioéthanol ou d'huile de palme, et d'acheteurs de produits alimentaires industriels malsains dont la consommation donne l'illusion fatale de participer à la vie moderne. Mais pour de nombreux autres secteurs de la population, il ne semble pas y avoir de place du tout dans cet univers mondialisé.

De telles situations confrontent medico à un problème majeur. À elle seule, l'aide humanitaire ne suffit pas pour faire face aux conséquences de l'insécurité sociale croissante. Nous voyons avec une grande inquiétude comment la réussite de l'aide est de plus en plus mesurée en volume de biens fournis, en fonctionnement harmonieux des voies de transport, en rapports pointilleux et en communication rapide d'informations – alors que, parallèlement, la notion de vie décente est reléguée à l'arrière-plan. De grands objectifs tels que la création d'une justice sociale, la démocratisation de la démocratie ou l'envisagement de formes d'économies basées sur la solidarité sont balayés. Or, de tels objectifs sont très exactement ceux de medico. Nous continuons de croire au potentiel émancipateur de l'action sociale et défendons l'aide face à la mise en avant des critères commerciaux. Le monde peut faire fausse route, mais il reste coloré, varié et plein de contradictions. Et c'est dans ces contradictions que le potentiel de l'émancipation, en tant que condition préalable à l'auto-détermination, se fait ressentir.

Dans les 120 coopérations, ou presque, que nous avons soutenues en 2017 dans une trentaine de pays, le facteur commun est l'idée d'une mondialisation différente – un mode de vie solidaire ancré dans l'empathie, la curiosité et la créativité, et non pas dans la concurrence et l'égoïsme. Nous tenons tout particulièrement à remercier nos partenaires pour leur détermination à s'opposer aux conditions prédominantes avec un concept de solidarité, pour leur engagement à défendre la dignité humaine partout où elle est systématiquement violée, et pour leur collaboration à la réalisation d'un monde différent et meilleur.

Avec nos très solidaires salutations !

Anne Blum

Thomas Gebauer

Douze mois, douze manifestations

Afrique de l'Est

Une catastrophe en préparation

La sécheresse sévit en Afrique de l'Est. Ajoutons à cela la spéculation alimentaire internationale, le poids écrasant de la dette extérieure et de graves conflits de suprématie régionale et on comprendra que des millions de personnes sont à nouveau menacées par la famine. Au Kenya et en Somalie, des partenaires de medico disposant de bons réseaux locaux assurent une aide alimentaire.

Grèce

La honte de l'Europe

Le 18 mars, date anniversaire du marché conclu entre l'UE et la Turquie, des milliers de réfugiés et de membres de groupes de solidarité sont descendus dans la rue à Athènes pour attirer l'attention sur la situation désastreuse des hotspots de l'UE en Grèce. medico rend régulièrement compte de la situation dans les camps tels que celui de Moria et soutient l'organisation Refugee Support Aegean.

Turquie

Reconstruction comme résistance



Dans le sud-est de la Turquie, le régime turc a utilisé des bombes pour chasser des centaines de milliers de Kurdes de leurs villes. Malgré tout, les gens veulent rester, du moins dans leur région. Avec l'aide de medico, plusieurs centaines de maisons - fondement matériel de l'affirmation de soi des Kurdes - sont en cours de construction.

Janvier

Février

Mars

Avril

Mai

Juin

Israël/Palestine

Terre volée



La Knesset a adopté une nouvelle loi constituant la base de la légalisation des colonies et des avant-postes illégalement construits sur des terres palestiniennes occupées. medico continue de soutenir l'Union des Comités de travailleurs Agricoles [UAWC] en s'opposant à l'expropriation des agriculteurs palestiniens et en défendant leurs droits à la terre dans la Vallée du Jourdain.

Afghanistan

Université clandestine

Dans ce pays fragmenté et à l'initiative d'AHRDO, organisation partenaire de medico, 700 Afghans, hommes et femmes, se sont réunis pendant cinq jours dans une sorte d'université clandestine pour débattre de la démocratie, des droits de l'homme et contre la guerre et les violences - signe d'espoir en plein milieu de la guerre et des violences.

Allemagne

Droit à la ville [Partie I]



Partout dans le monde, la fuite et la migration transforment les villes en lieux de refuge. Comment peuvent-elles devenir des lieux d'arrivée, de séjour et de participation ? Lors du symposium « Weltoffene Städte » [villes cosmopolites, ouvertes d'esprit] de la fondation medico, les discussions ont essentiellement porté sur les villes sanctuaires et les villes solidaires.

Allemagne**Un contre-sommet**

Les protestations contre la réunion des chefs d'État du G20, à Hambourg, ont fait les grands titres de l'actualité dans le monde entier. medico était également de la partie. Au contre-sommet de la société civile, les partenaires Ousmane Diarra du Mali et Marta Sánchez du Mexique, ont pris la parole dans le cadre de la table ronde « Pour une société ouverte - la solidarité contre l'exclusion et le racisme ».

Mexique et Bangladesh**Crises aiguës**

Lancement de deux projets d'aide d'urgence avec des organisations partenaires. À la suite de plusieurs tremblements de terre au Mexique, Codigo DH, à Oaxaca, soutient les communautés autochtones. Au Bangladesh, Gonoshasthaya Kendra [GK], notre partenaire de longue date, soutient l'aide d'urgence pour des centaines de milliers de Rohingyas qui ont fui le Myanmar ou en ont été chassés.

Syrie**La revanche du régime**

Le régime Assad affame la partie Est de la Ghouta assiégée qui compte 400 000 habitants. C'est le début de la reconquête qui se poursuit avec des bombardements militaires massifs. Des projets de medico sont également touchés - écoles, à Erbin, et centre des femmes, à Douma.

Juillet

Septembre

Novembre

Août

Octobre

Décembre

Afrique de l'Ouest**Défense de la liberté de circulation**

« Nous demandons à nos États de ne signer, avec les pays de l'Union Européenne, aucun accord en contradiction avec les droits de l'homme et la libre circulation ». Dans la Déclaration de Bamako, un réseau d'initiatives politiques de l'Afrique de l'Ouest en matière de migration, y compris l'Association Malienne des Expulsés [AME], partenaire de medico, s'oppose à la politique migratoire de l'Union européenne.

Allemagne**Indépendance accrue**

Le 6 octobre, medico emménage pour la première fois dans son histoire dans ses propres bureaux à Francfort Est. Le bâtiment est financé par la Fondation medico ; il garantit l'indépendance du travail de l'organisation et avec ses salles de réception et d'exposition, il devient rapidement un contre-espace public.

Brésil**Droit à la ville [Partie II]**

Au Brésil, avec le soutien de medico, le Mouvement des Travailleurs sans Toit [MTST] lutte contre les inégalités sociales dans les villes en organisant des manifestations, des occupations et des squats, et en créant des espaces agricoles dans les zones résidentielles contestées.

Guerre et déplacement en Syrie

Contre toutes les frontières

La « question kurde » n'est rien de moins que la question de la démocratie et de l'avenir au Moyen-Orient. Martin Glasenapp.



Les Kurdes syriens ont eu la bonté de se battre contre le régime terroriste de l'Etat islamique . Maintenant, leur avenir est totalement incertain.

Les images étaient choquantes. Des combattants islamistes chantant « Dieu est grand », index levé, et détruisant les statues des Kurdes. Les soldats turcs faisant des gestes fascistes et criant des slogans de guerre ottomans. Un drapeau turc déployé sur le balcon de l'hôtel de ville alors que des chars allemands Leopard 2 parcouraient les rues de la ville. À Ankara, le commandant victorieux a baptisé cette journée « l'œuvre d'Allah ». Afrine, ville kurde de Syrie, venait de tomber. Après plus d'un mois, les forces aériennes turques et leurs bombardements constants avaient réussi à forcer la milice kurde YPG à battre en retraite. Confrontée à l'alternative d'un sanglant combat porte à porte qui aurait entraîné la destruction de la ville et la mort de milliers de civils, l'administration d'Afrine a décidé d'évacuer la population. Jusqu'à 250 000 personnes ont quitté la région et se retrouvent aujourd'hui déplacées.

La montagne des Kurdes

Jusqu'à sa conquête, la région d'Afrine était un îlot de paix et de rationalité au beau milieu de la guerre civile syrienne. Depuis des siècles, la région était connue sous le nom de « Kurd Dagh », ou « montagne des Kurdes », célèbre pour la beauté de son sommet et ses vallées fertiles. On estimait à plus de 13 millions le nombre d'oliviers à Afrine. Les Kurdes vivaient à Afrine depuis toujours, avec de nombreuses minorités religieuses – chrétiens et yézidis, mais aussi alévites de Turquie. Les déclarations du président turc Erdoğan, qui prétend le contraire, sont de la pure propagande de guerre. Ce qu'il veut, bien évidemment, c'est redonner vie au vieux projet d'arabisation d'Afrine avec une composante islamiste. Est-ce par pure coïncidence qu'à Afrine les forces aériennes turques, au début de leur opération, ont commencé par détruire Ain Dar, un temple syro-hittite du 13^{ème} au 8^{ème} siècle avant J.-C. ? Non, bien sûr, ce que veut Erdoğan, c'est détruire la diversité religieuse et culturelle de la région. Sa pensée, à ce sujet, n'est pas particulièrement différente de celle des Talibans, qui ont dynamité les bouddhas de Bamian, ou du groupe ISIS, qui a détruit les bâtiments préislamiques de Hatra et Palmyre.

Environ 3,5 millions de réfugiés syriens vivent en Turquie. Si, comme l'a annoncé Erdoğan, la Turquie réinstalle une partie de ces réfugiés arabes sunnites dans des « zones protégées » nouvellement créées, comme celle d'Afrine, cela pourrait également expliquer pourquoi le gouvernement fédéral allemand est resté si étonnamment discret dans sa critique de la guerre d'Erdoğan. Ainsi la sale besogne pourrait être payante aussi bien pour Berlin que pour Ankara. La soi-disant pression de la migration vers l'Europe pourrait se relâcher si les réfugiés syriens retournaient « en Syrie », et du point de vue de la Turquie, cela réduirait par ailleurs la part de la population kurde dans cette région frontalière. La région d'Afrine compte environ 360 villages kurdes. La proportion de Kurdes dans la population est plus élevée que n'importe où ailleurs en Syrie. Cette zone culturelle est aujourd'hui menacée par une arabi-

sation forcée et, parallèlement, par la destruction du dernier territoire encore entièrement peuplé de yézidis.

La guerre à Afrine n'a aucune incidence sur la vie à Damas et n'a absolument rien à voir avec le changement de régime. La Turquie est sur la voie d'une expansion impérialiste et tout cela au vu et au su du grand public comme cela a rarement été le cas pour un pays membre de l'OTAN. Erdoğan, le président turc, parle aujourd'hui d'Afrine comme Vladimir Poutine, en Russie, parle de la Crimée, en affirmant, sans la moindre retenue, que la région d'Afrine fait partie de la mythique « Pomme rouge », symbole de l'impérialisme ottoman. Les médias turcs à la botte de l'État publient des cartes intégrant non seulement des parties de la Grèce dans une future nouvelle Turquie, mais également l'ensemble du nord-ouest syrien, jusqu'à la frontière avec l'Irak, en faisant totalement abstraction de la population kurde. Les États-Unis, qui font stationner leurs forces avec celles du YPG kurde à environ 120 km à l'est d'Afrine, dans la ville arabe de Manbij, vont être forcés de choisir entre leur allié de l'OTAN, la Turquie, et leurs alliés kurdes de l'YPG.

Les droits des apatrides

L'histoire des Kurdes témoigne de ce que, au Moyen-Orient, la « realpolitik » peut être sordide. Les vainqueurs de la Première Guerre mondiale ont ignoré les Kurdes en traçant, dans le sable, de nouvelles frontières après la défaite et l'effondrement de l'Empire Ottoman, créant ainsi les réalités d'États-nations qui perdurent jusqu'à aujourd'hui. En 1916, un traité secret entre la Grande-Bretagne et la France découpait non seulement les zones de population kurde mais concluait par ailleurs un accord colonialiste destiné à façonner l'histoire du Moyen-Orient. Pour stabiliser cet ordre nouveau, des régimes coloniaux ont été mis en place ou des monarchies ont été soutenues. Il s'en est suivi un modèle d'État-nation autoritaire, assimilatoire et misant sur la politique de développement, comme cela a été le cas en Irak et en Syrie – et récemment, aussi, en Turquie. Les régimes qui en ont résulté n'ont jamais véritablement souhaité faire de réelles concessions démocratiques.

Le Printemps Arabe a commencé en 2011 à ébranler le despotisme traditionnel dans les pays arabes. Presque partout, les protestataires luttent contre les pressions socio-économiques telles que le sous-emploi, les inégalités sociales et la corruption universelle. Parallèlement, ils s'opposaient à la tyrannie arbitraire, aux violences policières et à des décennies de privation de droits politiques. Mais, il était question davantage. Dans bien des cas, les exigences sont allées au-delà des libertés civiques pour demander le droit à l'autodétermination interne et, avec, le droit à la diversité culturelle, ethnique ou religieuse.

Les flambées de violence en Syrie et en Irak montrent que la réponse au nationalisme arabe peut être non



L'énergie de reconstruction peut être ressentie dans de nombreux endroits. Un exemple est le système de santé.

seulement l'émancipation démocratique souhaitée, mais aussi la réponse réactionnaire de l'Islam politique. Tout comme Bashar al-Assad, le président syrien, qui refuse toute remise en cause de sa philosophie politique, le fondamentalisme islamique ne peut accepter la diversité ethnique ou culturelle. C'est pourquoi « l'État Islamique » a détruit des temples préislamiques, a tenté d'éradiquer les Yézidis et est totalement opposé à une autonomie administrative locale pluriethnique et multi-confessionnelle telle que celle que les Kurdes tentent d'instaurer dans le nord-ouest de la Syrie.

L'expérience démocratique

En Syrie, les Kurdes constituent la plus importante minorité ethnique du pays. Le seul choix de cette population apatride a toujours varié de l'assimilation à la soumission, en Turquie comme en Syrie. Ils ont tenté de tirer parti du retrait du pouvoir central syrien pour réaliser leur projet d'autonomie. Pendant des décennies, les plus exclus de tous, les Kurdes de Syrie, ont constitué une société ouverte au cours de la guerre civile syrienne. Ils ont ainsi été amenés à aller à l'encontre de toutes les conventions. Afrine a été la première administration de l'histoire arabe à reconnaître les Yézidis comme communauté religieuse. Le kurde, mais aussi toutes les langues pratiquées dans le nord-ouest de la Syrie sont devenues des langues officielles. Les administrations municipales et régionales sont élues et la représentation est proportionnelle à la part des Kurdes, des Arabes, des Arméniens et des Araméens dans la population. Il existe un quota hommes-femmes de 50-50 pour tous les postes officiels.

La guerre d'Afrine est un témoignage particulièrement amer de l'hypocrisie politique des pays occidentaux libres quand il en va de la démocratie et de la liberté.

Les Kurdes de Syrie étaient bien utiles quand il a fallu sauver le monde et les Yézidis du soit disant « État Islamique » (EI). Le monde occidental a loué leur courage à Kobané et les remercie d'avoir sauvé les Yézidis du Mont Sinjar, en Irak. Mais ce n'est pas pour autant que l'Ouest a défendu les droits des Kurdes contre l'invasion de l'armée turque. Et pourtant, la « question kurde » au Moyen-Orient n'est rien de moins que la question de l'avenir de la démocratie. La guerre de Syrie est arrivée depuis longtemps au « point zéro » d'un ordre mondial multilatéral dont l'échec trouve son reflet dans le fiasco total du Conseil de Sécurité de l'ONU. Les États-Unis sont présents en Syrie, mais se sont de facto retirés des négociations pour entrer dans une nouvelle forme d'isolationnisme. Ils laissent derrière eux un vide que viennent combler la Russie, l'Iran, la Turquie et les États du Golfe, qui déterminent ce qu'il adviendra de la Syrie en fonction de leurs intérêts géopolitiques. Si l'ordre ancien disparaît, il faudra renégocier les questions cruciales de protection, de sécurité et de liberté. Comment ceux qui cherchent à surmonter un certain étatsisme, comme les Kurdes de Syrie tentent de le faire, peuvent-ils se protéger des puissances étatiques et internationales qui cherchent à les discriminer, les assimiler, voire les détruire ?

C'est dans la Syrie kurde que se décidera toutefois si – au moins au Moyen-Orient – la question de la démocratie pourra malgré tout être examinée une nouvelle fois en faisant abstraction des divisions religieuses et ethniques et du concept européen de nations et d'États-nations. Si, en fin de compte, tout ce qui devait rester pour les Kurdes était la soumission ou une lutte tenace pour l'indépendance nationale, le concept d'émancipation démocratique qui a vu le jour lors du Printemps Arabe serait de retour à sa case départ historique.

Politique répressive contre les réfugiés « Volontairement ». Vraiment ?

Partout dans le monde, les réfugiés et les migrants sont chassés des pays où ils ont cherché refuge. Avec violence directe et dans de nombreux cas, également, dans le cadre de programmes de retour soi-disant « volontaire ». Ramona Lenz.

2017 a été l'année du retour. En Allemagne, en Europe et dans de nombreuses autres régions du monde, le renvoi des personnes dans des lieux qu'elles ont quittés pour se protéger et survivre ailleurs, est devenu l'instrument privilégié de la politique d'asile et de migration. Cet instrument est conforme à la logique des « sociétés d'externalisation » occidentales qui externalisent les conséquences négatives du capitalisme mondialisé, telles que la fuite et la migration forcée. Hors de vue, hors de l'esprit. Pour ne plus avoir à supporter les souffrances du monde directement à leur porte, les sociétés d'externalisation sont allées au-delà de la déportation – violente, si nécessaire – et du refoulement aux frontières. Le soutien du soi-disant retour « volontaire » gagne également du terrain ; il donne l'impression d'être plus humain et que sa mise en œuvre soit plus efficace.

Face à cette situation, en Allemagne, des acteurs tels que la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) [L'Agence Allemande pour la Coopération Internationale] gagnent en importance dans la mesure où ils sont de plus en plus souvent chargés de gérer les retours « volontaires » et la réintégration des réfugiés et des migrants. Le 1er mars 2017, le programme d'aide au retour annoncé par le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ) est entré en vigueur pour aider des personnes sans espoir de se voir accorder l'asile en Allemagne à organiser leur retour volontaire. Avec l'aide de « scouts pour la réintégration », la GIZ est censée « établir un pont entre les services de conseil au retour, en Allemagne, et la coopération allemande au développement dans les pays d'origine des réfugiés ou des migrants ». Toutefois, dans la réalité, les personnes concernées ont rarement un vrai choix. Souvent, la décision de partir est prise sous le coup du désespoir ou pour prévenir à une menace de déportation avec interdiction de revenir. Le choix des pays avec lesquels et dans lesquels cette politique doit être mise en œuvre dépend essentiellement de l'intérêt de l'Allemagne à se débarrasser du plus grand nombre possible de réfugiés. Deux des principaux pays d'origine, l'Irak et l'Afghanistan, sont parmi les pays cibles pour le

retour « volontaire » financé, alors même que la situation, en matière de sécurité, est extrêmement mauvaise dans ces deux pays.

« Soumettre le plus grand nombre possible de ceux que nous considérons comme indésirables à des conditions de vie intolérables, les enfermer dans des camps, les soumettre régulièrement à des coups et violences racistes, leur retirer tous les droits qu'ils ont acquis, les embrouiller et les humilier jusqu'à ce qu'ils n'aient d'autre choix que se déporter eux-mêmes. » C'est ainsi que Achille Mbembe, intellectuel camerounais, décrit notre situation actuelle, qu'il appelle « l'ère du nanoracisme ». La politique d'usure et de pression indirecte qui pousse les gens au point d'accepter leur propre déportation est une expression de cette ère.

Mauvaise direction

Interview : Que pense Tejan Lamboi, membre du réseau des anciens demandeurs d'asile en Sierra Leone [NEAS], partenaire de medico, des programmes d'aide au retour ?

Quand une demande d'asile est rejetée en Allemagne, la personne concernée doit quitter l'Allemagne en quelques semaines au risque sinon de se faire expulser de force. Il est prévu à présent de proposer davantage d'offres d'aide au retour volontaire à ces personnes. Est-ce une bonne idée ?

C'est comme un premier pas, fait du mauvais pied, dans la mauvaise direction. Pour les demandeurs d'asile, c'est choisir entre deux maux le moindre. Ces programmes d'aide au retour font fi des différentes raisons qui poussent les gens à quitter leur pays ainsi que des difficultés qu'ils doivent surmonter dans cette fuite. Personne ne fuit son pays d'origine si elle s'y sent en sécurité, si elle s'y sent protégée et si elle y est heureuse. Des deman-



Les membres de NEAS en Sierra Leone luttent contre l'exclusion des expulsés et aident à créer des perspectives.

deurs d'asile venant d'Afrique de l'Ouest - je peux en parler en connaissance de cause - ont connu de grandes violences dans leur fuite et ont fait des expériences traumatiques. Leur demander de repartir « volontairement » peu après qu'une protection leur a été refusée ne tient pas compte du besoin humain fondamental de sécurité et de tous les combats que ces personnes ont menés pour parvenir à cette sécurité. On les menace d'expulsion tout en leur demandant en même temps si elles ne préféreraient pas, au lieu de cela, retourner « volontairement » ? Une décision prise sous une telle contrainte n'a plus rien de volontaire. C'est bafouer complètement la dignité et les droits de ces personnes : c'est traiter ces personnes comme des objets. La seule chose qui compte c'est la raison d'État.

On fait davantage le lien entre retour et développement aujourd'hui. Qu'en penses-tu ?

Les programmes d'aide au retour peuvent être utiles à la coopération mutuelle entre deux pays. Mais là aussi il convient d'examiner de plus près le contexte. Si des experts de la Sierra Leone ayant étudié en Angleterre et y ayant fait carrière se décident à revenir dans leur pays d'origine pour contribuer à son développement, je pense qu'il est intéressant pour les deux parties de faciliter leur retour. Quand il s'agit de demandeurs d'asile, la situation est par contre toute autre. Nous parlons ici de personnes qui ont fui leur pays parce qu'elles ont réalisé que leur bien-être et leur sécurité personnelle seraient en danger si elles y restaient plus longtemps.

Que devrait faire la coopération au développement pour aider et soutenir ces personnes ?

Il faut radicalement transformer la coopération au développement. Elle devrait prendre la forme de coopérations garantissant que les pays potentiellement riches comme la Sierra Leone puissent profiter eux-mêmes de leurs richesses, de leurs matières premières, telles que les diamants, la bauxite, l'or etc., et non pas celle de coopérations qui reposent sur l'exploitation et sur des accords commerciaux non équitables et qui, avec

le consentement des gouvernements locaux, permettent à des multinationales puissantes issues de pays occidentaux riches de piller les ressources. De ce point de vue, une coopération au développement axée sur le retour et la réintégration des demandeurs d'asile devrait tout faire, à mon avis, pour lutter fondamentalement contre ces rapports de force inégaux.

Les mesures d'aide au retour sont toutes axées sur le marché du travail. Offrent-elles des options de retour réalistes, des perspectives d'avenir sérieuses aux personnes de retour ?

À première vue, ces offres d'aide au retour sont tournées vers l'avenir et le développement : la mise à disposition d'opportunités de formation, d'enseignement technique et d'aide à l'emploi pour les personnes de retour est une très bonne initiative. Je souhaiterais de tout cœur que de telles initiatives soient réalistes et réalisables ! Mais nous parlons ici de pays qui ont été déstabilisés par l'exploitation et les conflits, de pays dans lesquels une grande partie de la population est au chômage. Où ces personnes de retour doivent-elles trouver un emploi après une telle formation ? De toute évidence, cela ne fonctionnera pas pour la majorité d'entre-elles. Peut-être devrions-nous renvoyer chez eux tous les experts européens et donner leurs postes aux personnes voulant retourner chez elles. Ce serait un début, mais cela ne suffirait malheureusement pas.



Tejan Lamboi était l'un des fondateurs de NEAS en Sierra Leone.

Résilience

L'essor d'un concept

La notion de résilience est devenue un terme clé dans l'aide humanitaire et la coopération au développement. Elle incarne le virage néolibéral et la fin de l'ambition de surmonter les causes des crises. Usche Merk.

« Le coût des crises humanitaires est à la hausse. Il y a un besoin urgent d'aider les populations et les communautés à résister aux chocs et aux stress et à s'en remettre – autrement dit, de les aider à renforcer leur capacité de résilience. » Ces arguments avancés dans le « Plan d'action 2013- 2020 de l'UE pour la résilience dans les pays sujets aux crises » illustrent bien la tendance : la résilience occupe désormais une place centrale dans les stratégies humanitaires, nationales et internationales. Tous les acteurs importants, des Nations unies et de l'Union européenne aux organisations humanitaires et fondations privées en passant par le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du Développement ont, ces dernières années, élaboré des concepts allant dans ce sens et ont fait de la « résilience » le critère à l'aune duquel ils mesurent leur aide. Quels sont les moteurs de cette évolution ? Et quelles conséquences a-t-elle ?

La naissance d'un concept

Au vu du nombre croissant de catastrophes, la prévention a elle aussi été professionnalisée dans le cadre des plans des Nations unies au cours de la dernière décennie. L'objectif consiste à identifier les risques à l'aide d'analyses systématiques, d'établir des systèmes d'alerte précoce et de prévention et de mieux gérer les effets des catastrophes. Or, un changement de paradigme s'est opéré suite à la répétition accélérée des catastrophes et à des prévisions de plus en plus exactes des risques : la prévoyance et la prévention qui visent à empêcher et à éviter les catastrophes ont été abandonnées au profit de la gestion des catastrophes et de l'adaptation aux situations produites par les catastrophes. Dans ce contexte, le concept de résilience est devenu hégémonial.

L'accent n'est plus mis sur les faiblesses et les besoins des populations et des communautés ; il porte dorénavant sur leurs forces et leur capacité à faire face aux catastrophes et aux crises. Ce changement de direction

a une qualité émancipatrice en ceci qu'il attire l'attention sur l'endurance et le potentiel d'autonomie des populations et des communautés, en mettant l'accent sur les stratégies de survie, la capacité d'agir et l'autonomisation, ce que les ONG critiques exigeaient depuis longtemps. Mais, ironie du sort, c'est avec la généralisation de cette notion de résilience qu'on a « découvert » que les capacités locales des régions en crise sont des ressources permettant de gérer les crises et les risques. Si bien que l'accent n'est plus placé sur la nécessité de prévenir les crises. Dans la logique de la résilience, les inondations, les périodes de sécheresse, les guerres, les expulsions, l'exode, la pauvreté ne sont plus perçus comme des causes des crises qu'il faut surmonter. La lutte des populations pour survivre dans des conditions inhumaines a un nouveau nom, la « résilience ». Comprise ainsi, la crise est acceptée comme une situation normale et la résilience remplace le concept de durabilité : alors que ce dernier est censé rétablir un équilibre mondial, le discours sur la résilience porte sur la gestion d'un monde déséquilibré.

La dichotomie de la nouvelle approche de gestion des catastrophes se manifeste dans le nouveau « rôle » des individus, des communautés et des régions en crise ayant besoin d'aide. Ce sont essentiellement eux qui sont chargés de gérer les crises, gestion dont la réussite dépend de leur résilience. Comme le montre une étude de cas réalisée par la scientifique italienne Mara Bernardi sur un projet de promotion de la résilience après le Tsunami au Sri Lanka, cette notion peut devenir un piège : lorsque la population locale se montre simplement vulnérable, elle ne remplit pas les conditions d'un soutien du renforcement de la résilience. Si, en revanche, elle est trop résiliente, elle remplit trop les conditions et n'est plus considérée comme ayant besoin d'aide. « Pour continuer à recevoir de l'aide, les survivants ont dû bien réfléchir à ce que devrait être leur niveau de résilience ».

Pour trouver comment accroître la résistance ou résilience d'une communauté, on utilise des instruments de mesure spéciaux. L'Union européenne, par exemple,



La durabilité tente d'éviter le changement climatique, la résilience tente de faire en sorte que les conséquences survivent.

a élaboré un marqueur de résilience par lequel non seulement elle mesure la réussite de l'aide, mais définit également le besoin d'aide. L'Agence des États-Unis pour le Développement (USAID) a également conçu des outils qui lui permettent de définir et de mesurer quel niveau de pauvreté peut être toléré, à partir de quand une personne connaît vraiment la faim et à partir de quand la sous-alimentation excède le niveau habituel. Le principe humanitaire selon lequel quiconque est dans le besoin doit être aidé est ainsi fondamentalement remis en question.

La prévention des catastrophes, un nouveau champ d'activité

Le concept de résilience est ainsi également à l'origine d'un changement de paradigme dans le financement humanitaire. Le plan d'action de l'UE pour la résilience dans les pays sujets aux crises mis au point par l'Union Européenne a ici valeur d'exemple. La redéfinition de l'ampleur des besoins humanitaires et, en conséquence, du droit à l'aide permet d'amalgamer au principe transversal de résilience l'éventail entier des programmes de l'UE ayant trait à la prévention des catastrophes, l'adaptation au changement climatique, la protection sociale et la sécurité alimentaire et nutritionnelle et, par conséquent, de réduire les fonds alloués. Parallèle-

ment, l'aide humanitaire s'est de plus en plus ouverte au secteur privé qui a trouvé un nouveau champ d'activité dans la reconstruction. Une étude prouve que la reconstruction a servi de banc d'essai pour la rentabilité des investissements privés après le passage du typhon Yolanda aux Philippines en 2013. Le programme de reconstruction promettait de « reconstruire en mieux ». Toutefois, la situation s'est considérablement détériorée pour de nombreuses familles pauvres alors que des champs d'activité entièrement nouveaux se sont ouverts pour des entreprises privées dans les mines, l'agriculture et le tourisme.

La prédominance du concept de résilience représente un virage néolibéral dans l'aide humanitaire et la coopération au développement. Il importe cependant de ne pas seulement renforcer la « résilience » des populations et communautés qui déjà mobilisent toutes leurs forces de résistance dans leurs tentatives pour survivre aux catastrophes. Les acteurs locaux ont besoin de ressources et d'un soutien pour les aider à faire participer à la gestion des crises ceux qui sont à l'origine de ces crises. Il faut qu'un mouvement se mette en place pour s'opposer à cette évolution problématique et pour défendre des options alternatives à la logique de crises permanentes.

Le « Plan Marshall pour l'Afrique » Bon plan, ou mauvaise plaisanterie ?

Critique de la politique de l'Europe par rapport à l'Afrique, avec des points de vue de partenaires de medico des pays du Sud. Anne Jung.

« La politique de l'Europe par rapport à l'Afrique a souvent été guidée par ses propres intérêts économiques et commerciaux à court terme. » C'est bien vrai. « Il est nécessaire de donner une nouvelle dimension à la coopération avec l'Afrique. » Absolument d'accord. « La création de chaînes de production, le respect de conditions de commerce équitable, la diversification économique, le soutien ciblé à l'agriculture et l'amélioration de l'accès au marché unique de l'UE sont autant de nécessités. » Hochements de tête en signe d'approbation et regards stupéfiés à la page de titre. Cette analyse nous vient – aussi difficile que cela puisse paraître – du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ) qui a présenté le « Plan Marshall pour l'Afrique » en Allemagne, en 2017.

Toutefois, à y regarder de plus près, ce plan, c'est de la poudre aux yeux. Le Plan Marshall qui a rendu possible la reconstruction de l'Allemagne après la Deuxième Guerre Mondiale était financé à une échelle qui correspondrait à 130 milliards d'euros aujourd'hui. En revanche, pas le moindre Euro n'est réservé pour le « Plan Marshall » pour l'Afrique. Le document du BMZ se contente de formuler des lignes directrices souhaitables, en ignorant le fait que ces dernières sont en totale opposition avec la dure réalité de la politique des pays du Nord par rapport à l'Afrique.

Par exemple, le « Plan Marshall » demande un commerce plus équitable. « L'Europe a fait tout son possible pour imposer des structures commerciales inéquitables aux pays du Sud, » déplore Rangarirai Machemedze d'Equinet, le réseau partenaire de medico basé au Zimbabwe. Les Accords de Partenariat Économique (APE) négociés sous la direction de l'Allemagne ont été signés par le Kenya contre son gré, après avoir été soumis à une pression politique massive. Le résultat est que le pays devra ouvrir 80% de son marché aux produits d'Europe – y compris aux produits agricoles subventionnés – tout en réduisant les subventions à l'agriculture locale. Ces accords asymétriques annoncent non seulement des pertes massives de recettes pour l'État, mais aussi et surtout la destruction progressive des moyens de subsistance de nombreux exploitants agricoles. Pour Rangarirai Machemedze, « La crédibilité de la politique de l'Allemagne et de l'Europe par rapport à l'Afrique dépend de leur volonté de réviser les accords de libre-échange. »

Susan Wamuti, du NAPAD, en Somalie, met l'accent sur un autre aspect – l'ignorance politique qui dément l'idée souvent avancée de « partenariat égal ». « Des concepts tels que le « Plan Marshall » ne mentionnent même pas les institutions africaines. Ce dont nous avons besoin, par contre, c'est une solution aux problèmes africains qui soit élaborée en interne. » Son collègue Abdullahi Mohamed Hersi est encore plus explicite : « Pour la politique européenne, le continent africain est une proie facile. » En Afrique de l'Est, où la sécheresse et la famine sont de graves problèmes récurrents, des groupes européens louent de vastes étendues pour cultiver le jatropha, utilisé pour la production de biocombustible. Dans un pays dans lequel il n'y a de toute façon que 10 % des terres utilisables pour l'agriculture, cet état de fait a des implications désastreuses pour la sécurité alimentaire. Abdullahi Mohamed Hersi demande à l'Europe de revenir à la table de négociation avec des idées viables. Sinon, « le Plan Marshall » ne sera jamais plus qu'une mauvaise plaisanterie. »



Le « plan Marshall » ne propose aucune solution au problème le plus grave du continent africain, à savoir l'accaparement des terres.

PROJETS APPUYÉS PAR RÉGION



AFRIQUE

Afrique du Sud

- Renforcement de la capacité d'auto-organisation des agents de santé communautaires en Afrique du Sud, Khanya College, PHM-SA, Section 27, Sinani, Sophiatown Community Psychological Services (SCPS) et Wellness Foundation (phase 1 et 2)
 - Renforcement des droits politiques et sociaux des personnes affectées par le VIH/sida, Sinani
 - Campagne contre la crise de l'éducation Limpopo, Section 27
 - Soutien institutionnel à Sinai
- 574 175,55 euros** (y compris soutien du BMZ)

Égypte

- Soutien institutionnel du centre El Nadeem de réhabilitation des victimes de violences
 - Programme de théâtre social, Promotion de la santé et de la transformation sociale, Dawar for Arts and Development
 - Soutien aux réfugiés et à leur intégration à Alexandria, Torraha for Culture and Art
- 45 477,86 euros** (y compris soutien de la stiftung m.i.)

Kenya

- Plaidoyer pour la santé et les droits humains au Kenya, Kamukunji Paralegal Trust (KAPLET)
 - Aide d'urgence et plaidoyer dans les régions affectées par la sécheresse au Kenya, KAPLET
- 111 583,83 euros**

Mali

- Soutien institutionnel à l'Association Malienne des Expulsés (AME)
 - Amélioration des conditions d'accueil des expulsés et des refoulés, Association des Refoulés d'Afrique Centrale au Mali (ARACEM)
- 58 000,00 euros**

Mauretanie

- Soutien juridique et social des migrants et rencontre de réseautage régional, Association Mauritanienne des Droits de l'Homme (AMDH)
- 35 000,00 euros** (y compris soutien de la stiftung m.i.)

Sahara occidental

- Fourniture de médicaments et renforcement des capacités dans les camps de réfugiés sahraouis. Formation du personnel pharmaceutique, Ministère de la Santé de la République Arabe Sahraoui (RASD)
 - Campagne contre la violation des droits humains et l'exploitation des ressources naturelles par l'UE et Siemens au Sahara Occidental occupé, Western Sahara Ressource Watch (WSRW)
- 670 154,79 euros** (y compris soutien d'ECHO)

Sierra Leone

- Renforcement des droits juridiques et sociaux et de l'accès à la santé à la population vulnérable de la région d'exploitation diamantaire de Kono, Network Movement for Justice and Development (NMJD)
- Renforcement de la capacité d'auto-organisation de migrants refoulés et de leur plaidoyer pour les droits des migrants, Network of Ex-Asylum Seekers Sierra Leone (NEAS-SL) et Conscience International (CI)

- Aide d'urgence aux victimes des dégâts catastrophiques causés par les intempéries à Kono, NMJD

56 892,80 euros

Zimbabwe

- Sensibilisation et plaidoyer au niveau communal par rapport à la fièvre typhoïde, Community Working Group on Health (CWGH)

15 084,09 euros

AMÉRIQUE LATINE

Brésil

- Comprendre les réformes au système sanitaire, Centro Brasileiro de Estudos de Saúde (CEBES)
- Mise en oeuvre du droit à la santé et réseautage avec JnT à Maranhão, Instituto Políticas Alternativas para o Cone Sul, PACS
- Mise en oeuvre du droit à la santé et réseautage avec PACS à Rio de Janeiro, Justiça nos Trilhos (JnT)
- Appui à l'école fédérale du Mouvement des sans-terre (MST) du Brésil, Escola Nacional Florestan Fernandes (ENFF)
- Jardins collectifs dans un bloc d'immeubles conquis par le MTST, Movimento dos Trabalhadores sem Teto (MTST)
- Pour une santé différente: Renforcement d'une opinion publique alternative, Associação Planeta Porto Alegre (Outras Palavras)

83 700,00 euros (y compris soutien du stiftung m.i.)

Chili

- Activités en faveur des droits de l'homme, Cooperación de Promoción y Defensa de los Derechos del Pueblo (CODEPU)

8 714,5,00 euros

El Salvador

- Renforcement des structures du Forum de Santé National (FNS) dans les provinces de San Salvador et de La Libertad, Alliance civique contre la privatisation de la santé (ACCPS) à travers Asociación de Promotores Comunales Salvadoreños (APROCSAL)
- Publication sur le travail de mémoire des luttes sociales, Museo de la Palabra y la Imagen (MUPI)
- Dépenses du bureau des projets en Amérique Centrale

38 643,35 euros

Guatemala

- Défense des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux dans la région Ixcán, Asociación Coordinadora Comunitaria de Servicios para la Salud (ACCSS)
- Lutte contre l'impunité et pour la démocratisation de la justice, Comisión Internacional de Juristas (CIJ)
- Renforcement du leadership des jeunes de la communauté de Maya Q'eqchi dans la région de Sayaxché, Petén, Sagrada Tierra
- Projet forestier, Fundación Centro de Servicios Cristianos (FUNCEDESCRI)
- Transformation des conséquences psychologiques et sociales de graves violations des droits humains, Equipo de Estudios Comunitarios y Acción Psicosocial (ECAP)
- Dépenses du bureau des projets en Amérique Centrale

408 821,61 euros (y compris soutien du BMZ et stiftung m.i.)

Haiti

- Renforcement de l'État de droit et lutte pour le respect des droits humains et des libertés fondamentales en Haïti, Réseau national de défense de droits humains (RNDDH)

257 974,16 euros (y compris soutien du BMZ)

Mexique

- Caravane du Mouvement des migrants méso-américains, Movimiento Migrante Mesoamericano (M3)
- Activités en faveur des droits de l'homme du centre de refuge pour les migrants, „La 72“ Hogar – Refugio para Personas Migrantes
- Promotion des processus d'organisation et d'une reconstruction en dignité à San Dionisio del Mar et Juchitán après le séisme au Mexique, Código DH
- Dépenses du bureau des projets en Amérique Centrale

74 670,51 euros (y compris soutien du stiftung m.i.)

Nicaragua

- Soutien aux affectés de l'insuffisance rénale chronique dans 20 communes de la région d'El Viejo, Asociación Chinantlan
- Renforcement de la concertation des acteurs pour la défense de l'accès aux terres, à l'eau et de la souveraineté, Fundación Popol Na para la Promoción y el Desarrollo Municipal (Popol Na)
- Dépenses du bureau des projets en Amérique Centrale

37 883,33 euros

Venezuela

- Installation d'une salle d'accouchement, CECOSOLA

10 473,59 euros

ASIE

Afghanistan

- Rencontres internationales: La réflexion critique et l'avenir de l'Afghanistan, Afghanistan Human Rights and Democracy Organization (AHRDO)
- Soutien institutionnel à AHRDO

36 409,78 euros

Bangladesh

- Programme de la promotion de la santé pour les ouvrières et ouvriers dans la production textile bangladaise, Gonoshasthaya Kendra (GK)
- Aide d'urgence suite aux dégâts causés par des inondations, GK
- Aide d'urgence aux réfugiés Rohingyas, GK

45 945,47 euros

Népal

- Approches alternatives pour le financement de la santé pour tous, Public Health Foundation (NPHF)
- Aide d'urgence aux familles affectées par les inondations, Nepal Development Society (NEDS)
- Projet santé, construction et agriculture II, NEDS
- Apprentissage de leadership: faire face aux catastrophes, rendre compte et encourager la justice sociale, Association of Youth Organizations in Nepal (AYON)

131 349,50 euros

Pakistan

- Maison d'hôtes pour le centre de formation de HANDS à Karachi, Health and Nutrition Development Society (HANDS, Société de développement de la santé et de la nutrition)
- Prévention des catastrophes et reconstruction résiliente aux catastrophes dans le Nord Sindh, Pakistan, HANDS
- „Lighting Lives in Pakistan“- Des lampes solaires à LED pour le Sindh rural, HANDS
- Installation des filtres d'eau dans cinq villages du district Thatta, HANDS
- Mise en application des droits du travail et amélioration des conditions de travail dans la chaîne d'approvisionnement mondiale, National Trade Union Federation (NTUF, Fédération syndicale nationale) en coopération avec Home Based Women Workers Center Association (HBWWCA)

68 552,02 euros (y compris soutien du BMZ et stiftung m.i.)

Philippines

- Programme de reconstruction et de réhabilitation des communes du Samar dévastées par le typhon Haiyan, Samahang Operasyong Sagip (SOS)
- Evaluation du programme de reconstruction et de réhabilitation de SOS, Management Advancement Systems Association (Masai)
- Soutien institutionnel et mitigation des conséquences des séismes, SOS

66 833,40 euros

Sri Lanka

- Soutien à la réinstallation durable de réfugiés de la guerre civile retournant dans le nord du Sri Lanka, Social, Economical and Environmental Developers (SEED)
- Promotion d'une culture de la paix dans les communes déchirées par la guerre, SEED
- Soutien institutionnel à SEED

102 187,22 euros (y compris soutien du BMZ)

PROCHE - ORIENT / MOYEN - ORIENT

Irak [territoire kurde]

- Expansion de la Maison culturelle et des jeunes de Kifri en un centre de dialogue entre des personnes déplacées et les communes d'accueil, HAUKARI e.V.
- Equipes de médiation familiale pour la lutte contre les violences à l'égard des femmes dans la région de Germian, HAUKARI e.V.
- Appui à la santé, aux droits des femmes et à la tolérance religieuse, HAUKARI e.V.

79 069,09 euros

Liban

- Appui institutionnel au Marsa Sexual Health Center, MARSÀ
- Appui à l'autonomisation et capacitation de jeunes réfugiés Palestiniens, Nashet Association
- Soins médicaux aux réfugiés Syriens, AMEL Association
- Appui aux femmes et aux jeunes dans leurs activités de développement communautaire dans les communes Palestiniennes marginalisées dans le Grand Beyrouth et au sud du Liban, Popular Aid for Relief and Development (PARD)

697 060,46 euros (y compris soutien du AA et stiftung m.i.)

Palestine/Israël

- Amélioration de l'accès à des services de soins de santé de base en Cisjordanie, fourniture de médicaments dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie, Palestinian Medical Relief Society (PMRS)
- Renforcement des services de santé et des patients par rapport aux maladies non-transmissibles dans la Bande de Gaza, PMRS
- Soutien à l'école pour la santé de base communautaire, PMRS
- Santé scolaire et programme de premiers soins, Medical Relief Society (MRS), Jérusalem
- Appui institutionnel aux Physicians for Human Rights - Israël (PHR-IL)
- Promotion de la santé grâce à des cliniques mobiles dans les territoires occupés, PHR-IL
- Appui à la clinique ouverte Jaffa, PHR-IL
- Défense des droits fonciers des Palestiniens dans la Vallée du Jourdain, Union of Agricultural Work Committees (UAWC)
- Appui institutionnel au Legal Center for Arab Minority Rights in Israel (Adalah)
- Campagne de dépistage précoce du cancer du sein, traitement médical/psychologique et accompagnement des patientes atteintes d'un cancer du sein dans la Bande de Gaza, Culture and Free Thought Association (CFTA)
- Appui institutionnel à Breaking the Silence pour le travail sur les activités de l'armée Israélienne dans les territoires occupés, Breaking the Silence
- Appui institutionnel pour des recherches par rapport aux profiteurs de l'occupation, Who Profits
- Promotion du plaidoyer et du lobbying de l'UE pour une politique plus juste au Moyen-Orient, European Middle East Project (EuMEP)
- Appui institutionnel au Freedom Theatre de Jénine, The Freedom Theatre (TFT)
- Appui institutionnel ainsi qu'au plaidoyer et au lobbying en Europe de l'Al Mezan Center for Human Rights
- Appui aux recherches concernant la dépossession des terres Palestiniens en Cisjordanie par l'Israël, Kerem Navot
- Appui au « Aid Watch Paestine », Dalia Association
- Atelier et exposition d'art moderne pour des jeunes artistes, Shababek - Windows from Gaza for Contemporary Art über General Union of Cultural Centres (GUCC)
- Dépenses du bureau des projets Palestien/Israël

2 410 285,92 euros (y compris soutien du AA, BMZ, ifa ZIVIK, m.i. CH et stiftung m.i.)

Syrie [y compris territoire kurde]

- Aide humanitaire aux réfugiés syro-palestiniens dans les quartiers de Yelda et Yarmouk à Damas, JAFRA
- Aide d'urgence aux réfugiés syro-palestiniens et des familles vulnérables dans des régions difficilement accessibles et assiégées du Rif Dimashq, JAFRA
- Soutien à des filles et à des jeunes femmes Palestiniennes ayant fui la Syrie et se trouvant dans le camp Ein el Hilweh (Saida/Liban), Nashet
- Aide juridique et d'urgence à des détenus politiques à Damas
- Soutien d'un centre de femmes à Douma

- Appui aux déplacés internes syriens suite à l'offensive „Wrath of Euphrates“ pour la libération de Raqqa, Coordination du Conseil pour la Santé Rojava
- Soutien à des écoles autogérées à Erbin, AaR et Local Coordination Committees (LCC)

2 254 318,53 euros (y compris soutien du AA)

Turquie [territoire kurde]

- Reconstruction des maisons démolies dans le sud-est de la Turquie, Democratic Society Congress

138 040,90 euros

AUTRES

Migration

- Travail d'information critique dans les médias et formation, Bundesarbeitsgemeinschaft der psychosozialen Zentren für Flüchtlinge und Folteropfer (BAFF)
- Projet d'extension du centre d'hébergement des femmes migrantes et de leurs enfants au Maroc et de la conférence « Voix des Migrants » à Rabat, Afrique Europe Interact (AEI) und Association des Réfugiés et Demandeurs d'Asile Congolais au Maroc (ARCOM)
- Programme de soutien aux réfugiés dans la région de la Mer Egée, Stiftung Pro Asyl
- « Alarmphone Sahara », AEC/AEI über Globale Gerechtigkeit e.V.
- Appui au réseautage et au monitoring pour la défense des droits des migrants le long de la route des Balkans, Moving Europe et FFM
- Appui aux réfugiés à Athènes, Forschungsgesellschaft Flucht und Migration (FFM)
- Soutien à des réfugiés vulnérables à Athènes, Diktyo
- Assistance aux réfugiés, Anti-Rassismus-Telefon Essen (ART)

155 209,81 euros

Santé mondiale

- Soutien institutionnel au People's Health Movement (PHM)
- Soutien à la 7ème Université internationale pour la santé du peuple, Movimiento para la Salud de los Pueblos América Latina (MSP-LA) par l'intermédiaire du Centro de Información y Servicios de Asesoría en Salud (CISAS)
- Renforcement du réseautage du « Mouvement Populaire pour la Santé (PHM) » en Amérique Centrale à travers le Centro de Información y Servicios de Asesoría en Salud (CISAS)
- Cotisation de membre et appui initial Global Geneva Health Hub (G2H2)
- Conférence régionale MENA (Moyen Orient et Afrique du Nord) pour le droit à la santé et rencontre régionale du « Mouvement Populaire pour la Santé (PHM) », Palestinian Medical Relief Society (PMRS)
- Responsabilité sociétale pour la santé des entreprises extractives en Afrique australe et orientale, EQUINET à travers le Training and Research Support Centre (TARSC)

77 196,13 euros (y compris soutien du stiftung m.i.)

Appui psycho-social

- Conférence « Entre l'individuel et le politique - La santé psycho-sociale des réfugiés entre prise en charge et fonctionnalisation », BAFF e.V.
- Conférence « La psychologie critique en Allemagne et en Turquie - tentatives d'une pratique émancipatrice », Gesellschaft für subjekt-wissenschaftliche Forschung und Praxis

5 000,00 euros

Légende des abréviations utilisées

AA : Ministère des Affaires Étrangères

BMZ : Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement

ECHO : Office humanitaire de la Communauté européenne

ifa ZIVIK : ifa - Programme Gestion des conflits civils

m.i. CH : medico international Suisse

stiftung m.i.: Fondation medico international

Rapport financier 2017

BILAN ET PERSPECTIVES

Le budget global dont medico international disposait dans la période sous revue s'élevait à 19 703 686,53 euros. Par rapport à l'année précédente, il a ainsi progressé de 6,9 %, ce qui s'explique pour l'essentiel par une augmentation à hauteur de 1,6 millions d'euros des subventions de donateurs institutionnels.

RECETTES

En 2017, la somme des dons reçus par medico s'élevait au total à 5 364 183,75 euros. Les subventions reçues des institutions publiques ont augmenté une nouvelle fois par rapport à l'année précédente, passant à 7 069 360,49 euros dans l'année sous revue (54,8 % des recettes totales). Cette hausse est due à une intensification de l'aide d'urgence en Syrie financée par le Ministère Fédéral Allemand des Affaires Étrangères. En 2018, les subventions reçues des institutions publiques devraient à nouveau baisser et retomber à leur niveau « normal » de 48 % environ. L'évolution des nouvelles adhésions de membres donateurs, dont le nombre s'est une nouvelle fois accru de 337 et s'établit désormais à 3 827 (+9,7 %), constitue un motif de satisfaction.

DÉPENSES

En 2017 medico a de nouveau obtenu le label « Spenden-siegel » du « Deutsches Zentralinstitut für Soziale Fragen » [Institut central allemand pour les questions sociales – DZI]. En 2017, les dépenses au titre des activités statutaires de medico se sont élevées au total à 11 843 176,55 euros (soit 91,08 % des dépenses totales). Selon une ventilation plus détaillée, nous avons dépensé 9 737 311,18 euros (75,5 %) pour le soutien apporté à des projets, 1 163 207,39 euros (9,00 %) pour l'accompagnement de projets et 942 657,98 euros (7,3 %) pour des campagnes et activités de sensibilisation et d'information. Les dépenses consacrées à des actions publicitaires et à l'administration se sont élevées à 1 056 630,58 euros, ce qui représente 8,2 % des dépenses totales. Les dépenses consacrées aux projets dans l'année sous revue ont augmenté de 11,0 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution a été rendue possible par les aides substantielles apportées aux populations en Syrie et dans les régions touchées par la crise alimentaire en Afrique de l'Est.

PROJETS

Dans la période sous revue, medico a apporté un soutien à près de 120 projets, dont des programmes en cours que nous avons continué de soutenir tels que l'aide apportée à des réfugiés en Libye, le renforcement des services de santé en Palestine et la fourniture des besoins annuels en médicaments aux camps de réfugiés sahraouis, dans le sud-ouest de l'Algérie. Comme l'année précédente, les aides apportées aux populations encerclées et

menacées par la guerre civile syrienne dans la grande agglomération de Damas et, après l'invasion turque, également dans les provinces kurdes dans le nord du pays, font partie des grands défis politiques et logistiques que nous avons dû affronter en 2017. Au Bangladesh, nous avons soutenu, en commun avec notre organisation partenaire Gonoshathaya Kendra, les Rohingyas qui ont fui la Birmanie. La fuite et la migration sont restés des axes prioritaires du travail de medico en 2017.

RISQUES ET OPPORTUNITÉS

medico international peut se réjouir de bases financières solides. Il convient de souligner en particulier le nombre sans cesse croissant des nouvelles adhésions de membres donateurs. Les parties de l'opinion publique qui, au vu de la situation mondiale précaire, ne veulent pas accepter un « Continuons ainsi ! » sont en phase avec l'action de medico. C'est en cela que réside la force de l'approche unique de medico qui, par le biais de coopérations de solidarité concrète, entend communiquer la vision d'un autre monde, celle d'un monde solidaire. Le spectre social dans lequel s'inscrit aujourd'hui l'action de medico est large, allant de communautés ecclésiales, d'initiatives alter-mondialistes, et de comités de solidarité aux syndicats jusqu'aux instances gouvernementales, en passant par les associations politiques, le monde scientifique et les milieux culturels. Il est réjouissant de constater que medico parvient de plus en plus à également enthousiasmer les jeunes pour son travail. Les risques auxquels le travail de medico est confrontés ont deux causes : d'une part, l'instrumentalisation croissante de l'aide motivée par des intérêts économiques et de politique de sécurité ; de l'autre, les entraves à l'engagement de la société civile. Cette érosion des marges de manœuvre affecte en particulier les partenaires du Sud. D'une part, le fossé entre les besoins d'action qu'ils voient et les moyens dont ils disposent se creuse, de l'autre les mesures de plus en plus strictes et souvent répressives prises par les pouvoirs publics ne cessent de rétrécir l'espace dans lequel peut se déployer l'engagement de la société civile.

BILAN

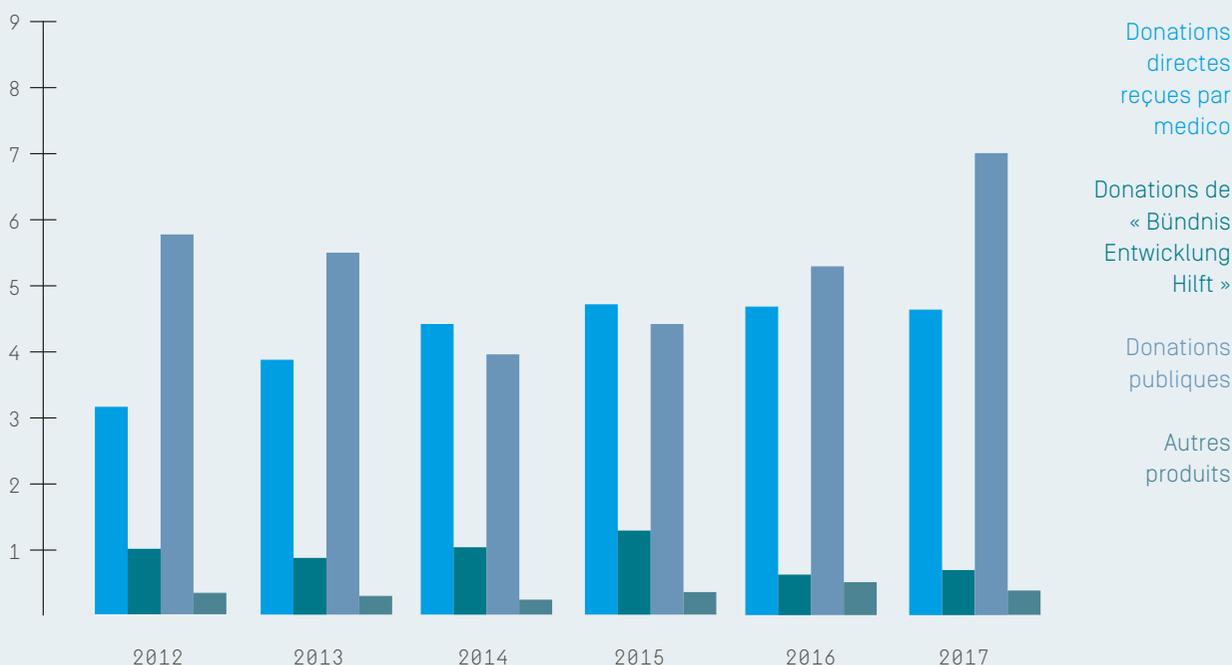
L'écho considérable trouvé dans l'opinion publique et les bases financières solides de medico lui offrent une large indépendance qui lui restera encore assurée les prochaines années. La générosité actuelle des donateurs n'est cependant pas une garantie pour l'avenir. Grâce à sa conception critique de l'aide, medico est préparée à cette évolution. L'approche élaborée ces dernières années, consistant à défendre l'aide, à la critiquer et à la dépasser, doit être développée de façon systématique.

Thomas Gebauer

RÉSULTAT TOTAL

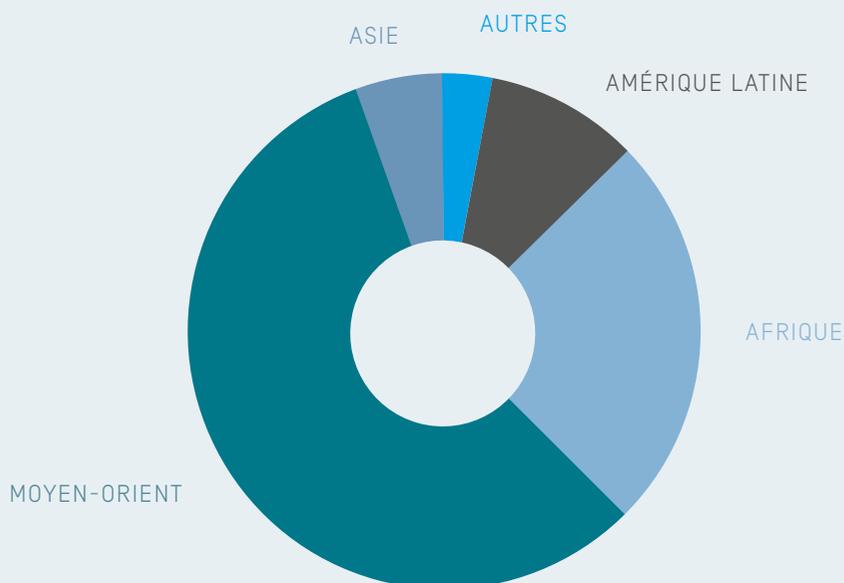
PRODUITS	2017	2016
Dons monétaires	4.626.558,99	4.699.963,76
Donations de « Bündnis Entwicklung Hilft »	15.351,00	0,00
Co-financements publics	722.273,76	664.835,45
Donations - donateurs privés	6.991.599,03	5.433.294,67
Donations de la Fondation medico international	77.761,46	174.256,84
Testaments	290.000,00	280.000,00
Amendes	136.797,21	222.115,49
Intérêts	14.960,00	11.396,00
Cotisations des membres	3.200,37	9.218,89
Revenus provenant d'autres périodes comptables	8.517,78	7.433,12
Autres recettes	5.509,04	6.235,42
TOTAL PRODUITS	12.892.528,64	11.508.749,64
Réserves		
au titre de l'article 58, point 6 du livre des procédures fiscales – Situation au 1 ^{er} janvier		
	4.480.088,44	4.693.979,43
pour des projets dont la réalisation a été décidée au 31.12., mais pour lesquels le décaissement des fonds n'a pas pu être effectué ou n'a pas pu avoir lieu ainsi que pour des reliquats de fonds affectés et pour garantir la capacité de performance de l'association.		
Réserve libre au titre de l'article 58, point 7a		
du livre des procédures fiscales		
	2.106.000,00	1.992.000,00
Capital de l'association au 1 ^{er} janvier		
	225.069,45	240.698,60
BUDGET	19.703.686,53	18.435.427,67

ÉVOLUTION DES RECETTES [EN MILLIONS D'EUROS]



CHARGES	2017	2016
Soutien apporté aux projets _____	9.737.311,18 _____	8.768.987,91
Accompagnement de projets _____	1.163.207,39 _____	1.081.120,33
Campagnes de sensibilisation et actions d'information prévues par les statuts _____	942.657,98 _____	851.039,45
Publicité et communication _____	316.911,02 _____	286.488,59
Administration _____	739.719,56 _____	636.633,50
TOTAL CHARGES _____	12.899.807,13 _____	11.624.269,78
Réserves au titre de l'article 58, point 6 du livre des procédures fiscales – Situation au 31 décembre _____	4.609.659,30 _____	4.480.088,44
pour des projets dont la réalisation a été décidée l'année précédente, mais pour lesquels le décaissement des fonds n'a pu être effectué ou n'a pu avoir lieu que partiellement jus- qu'au 31.12, pour des reliquats de fonds affectés ainsi que pour garantir la capacité de performance de l'association		
Réserve libre au titre de l'article 58, point 7a du livre des procédures fiscales _____	1.935.000,00 _____	2.106.000,00
Capital de l'association au 31 décembre _____	259.220,10 _____	225.069,45
BUDGET _____	19.703.686,53 _____	18.435.427,67

DÉPENSES DE COOPÉRATION PAR RÉGION



ORGANIGRAMME DE MEDICO INTERNATIONAL E.V.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dr. med. Anne Blum, Présidente
Brigitte Kühn, Vice-Présidente
Rainer Burkert, Vice-Présidente
Johannes Katzan, Membre
Helga Riebe, Membre
Margit Rodrian, Membre

COMITÉ DE RÉVISION

Lars Grothe
Horst Pfander
Michael Rumpf

DIRECTION GÉNÉRALE

Thomas Gebauer
Directeur Général

Katja Maurer, Responsable communication (medico-Narrativ)

Florian Bernhard-Kolbe,
Assistant de la Direction générale

Karin Urschel

Directrice Projets, Amérique du Sud

Jens von Barga

Directeur Administration et Finances

Anne Jung

Directrice Communication et Relations Publiques, Santé globale

DIVISION PROJETS

Dr. Sönke Widderich

Directeur de Division Adjoint, Asie du Sud et du Sud-Est

Peter Biermann

Amérique Centrale et Mexique

Eva Bitterlich

Afghanistan et Sahara Occidental

Sabine Eckart

Migration, Afrique de l'Ouest et Zimbabwe

Anne Hamdorf

Aide d'Urgence et Haïti

Wilhelm Hensen

Kurdistan

Till Küster

Syrie et Liban

Usche Merk

Activités psycho-sociales, Afrique du Sud et Sierra Leone

Hendrik Slusarenka

Aide d'Urgence

Dr. med. Andreas Wulf

Santé et Egypte

DIVISION ADMINISTRATION ET FINANCES

Johannes Reinhard

Directeur de Division Adjoint, Controlling, Finances et Comptabilité

Anke Böttcher

Administration et soutien des dons, Legs, Plaidoyer de Projets

Anke Prochnau

Facturation et Comptabilité

Nicole Renner

Facturation et Comptabilité

Uwe Schäfer

Informatique

Steffen Schmid

Informatique

Andrea Schuldt

Facturation et Comptabilité, Bureaux Extérieurs

Kristina Schusser

Ressources Humaines

COORDINATION FINANCIÈRE DES PROJETS, COFINANCEMENTS ET DONS

Philipp Henze

Susanne Huber

Elena Mera Ponce

Rachide Tennin

Rita Velásquez

DIVISION COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES

Bernd Eichner

Directeur de Division Adjoint, Chargé de Presse, Aide d'Urgence

Marek Artl

Bureau d'Accueil, Organisation Événementielle, Lectorat

Dr. Marcus Balzereit

Travail psychosocial et social

Timo Dorsch

Organisation Événementielle

Gudrun Kortas

Communication vis-à-vis des Donateurs et des Fondateurs

Moritz Krawinkel

Rédacteur en Ligne, Amérique Latine

Dr. Ramona Lenz

Migration

Riad Othman

Proche-Orient

Dr. Thomas Seibert

Droits Humains, Conférence, Asie Sud et du Sud-Est

Anita Starosta

Mobilisation des fonds

Frank van Ooyen

Bureau d'Accueil, Organisation Événementielle

Jürgen Wälther

Administrateur du Site Internet

BUREAU AMÉRIQUE CENTRALE

Herlon Vallejos

Coordination du Bureau et des Finances

BUREAU PALESTINE ET ISRAËL

Dieter Müller, Directeur du Bureau

Nida Ataya, Finance Bureau et Projet

Wardeh Barghouti, Secrétaire et

Assistant Administration

Rojan Ibrahim, Chargé de Projets

Laila Yousef, Coordination Financière

BUREAU SAHARA OCCIDENTAL

(EN ALGÉRIE)

Alfred Wadie, Chargé de Projets

Amina Boukrous, Expert en santé

Mehdi Mohammed Lamin

Assistant, Logistique

Amokrane Taguett, Coordination Financière

Abdelmalek Zahi, Logistique, Suivi